

Pouvoir d'emprunt

au produit national brut, il se signale au contraire en se classant 24^e sur 24. Notre produit national brut croît en fait au rythme ridicule de -5 p. 100, soit 1.5 p. 100 plus lentement que celui du pays qui se classe en 23^e.

Je me demande vraiment comment ce nouvel emprunt de 19 milliards de dollars va améliorer les choses. Je ne vois absolument pas comment il pourrait les améliorer, et pas un seul ministériel ne me l'a expliqué. C'est à cause de cette décroissance de notre produit national brut que les Canadiens ont perdu leur emploi; ils sont 1.6 million en chômage à l'heure actuelle, ce qui équivaut à 12.4 p. 100 de notre population active. Selon une évaluation on ne peut plus conservatrice, le taux de chômage atteindrait même 14.2 p. 100 en Colombie-Britannique. La proportion des sans travail qui cherchent un emploi serait encore plus élevée.

Monsieur le Président, nous devons fournir du travail à tous ces chômeurs si nous voulons qu'ils se réalisent entièrement et qu'ils aident notre pays à grandir et à se développer. Aux États-Unis, la relance économique est amorcée; grâce à la baisse des taxes, des taux d'intérêt et du prix de l'énergie, 1983 devrait s'avérer une année économique fructueuse. Le Canada pourrait se laisser porter par cette vague de prospérité, mais le gouvernement préfère qu'il s'ancre dans la pénurie et la pauvreté. Le gouvernement nous expose aux dangereux déficits structurels qui marqueront définitivement notre économie et hypothéqueront l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous pouvons empêcher cela. Si nous revenons aux principes éprouvés, nous favoriserons la prospérité, la croissance et le renouveau économiques, et nous créerons des emplois pour les Canadiens. C'est parce que ce projet de loi méconnaît les principes d'une saine politique économique et fait fi des intérêts des Canadiens, que dis-je, parce qu'il fera leur malheur, que je ne puis l'appuyer.

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, j'ai toujours écouté avec beaucoup d'attention le député de Fraser Valley-Ouest (M. Wenman). Parfois j'approuve ce qu'il dit, d'autres fois non, mais d'une façon ou d'une autre je réagis toujours. Je dois lui dire, à lui qui s'est toujours fait publiquement le champion du monétarisme, que la récession mondiale dans laquelle nous nous trouvons—et elle est bien mondiale et pas simplement canadienne—est due en grande partie à la politique du gouvernement américain, notamment celle du gouvernement Reagan, qui n'a pas su abaisser les taux d'intérêt comme il l'aurait dû, à mon sens.

Je dois dire que les dégrèvements fiscaux adoptés par le gouvernement américain ont une grande incidence sur le déficit américain. D'après les études que j'ai consultées, notamment celle d'un groupe de l'Institut d'analyse des méthodes politiques de l'Université de Toronto, il appert que notre déficit est dû à la récession et que sans celle-ci—autrement dit, si nous pouvions revenir en 1979, où notre taux de croissance était acceptable—nous connaîtrions en fait un léger excédent cette année. Aux États-Unis, par contre, il en va bien différemment. Les dégrèvements fiscaux et l'énorme augmentation des dépenses au titre de la défense ont amené ce pays à connaître un déficit de l'ordre de 90 à 100 milliards de dollars pour n'importe quelle année donnée.

M. Wenman: Ce qui est inférieur à celui du Canada, toutes proportions gardées.

M. McRae: Le deuxième chiffre provient du Bureau du budget du Congrès. Il faut bien comprendre que sur quatre dollars d'augmentation de notre déficit, trois sont dus à une diminution des recettes et non à des dépenses exorbitantes. C'est une discussion dans laquelle nous nous engageons toujours, le député et moi, et j'espère que nous le faisons en toute sincérité. Je préconise une augmentation de l'excédent pendant une brève période afin de créer des emplois et de stimuler l'économie, ce qui, à long terme, permettra de diminuer notre déficit. D'après des études réalisées par des économistes, notamment Informetrica, il semble que le déficit diminuera d'environ 5 milliards de dollars, cette année, parce que l'économie commence à montrer des signes de reprise. Je ne pense pas que des stimulants nuiront à notre économie, bien au contraire.

● (1140)

Je m'inquiète également de voir sévir le chômage à long terme auquel nous devons absolument faire face. Même si le déficit était ramené à zéro cette année grâce à une croissance importante, la plupart des économistes prédisent que 11 ou 12 p. 100 de la population continuera à être au chômage, à titre plus ou moins permanent. Le véritable problème pour nous c'est de savoir comment ramener ce taux à environ 6 ou 7 p. 100, en tenant compte des gens qui changent d'emploi. Avec un taux de chômage d'environ 12 ou 13 p. 100 comme c'est le cas à l'heure actuelle et qui, d'après les prévisions, va se maintenir indéfiniment, nous savons qu'une forte proportion de la population est exclue du marché du travail. Autrement dit, elle ne fait pas véritablement partie de notre société. Le véritable problème n'est pas celui des travailleurs qui sont mis à pied pendant quelques mois, touchent des prestations d'assurance-chômage, puis trouvent un emploi et réintègrent la population active, mais plutôt celui de ceux qui ne peuvent pas avoir accès au marché du travail et qui sont peut-être exclus du courant principal de la vie canadienne pendant la majeure partie de leur vie.

Lorsqu'on parle de chômage, il faut tenir compte des jeunes de 17 à 25 ans, parmi lesquels le taux de chômage est de 30 ou 35 p. 100. Il s'agit de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, qui ne trouvent pas d'emploi et qui, donc, ne s'intègrent pas à l'ensemble de la société.

Voilà les véritables torts que causent les adeptes du monétarisme qui prétendent que nous devons ralentir l'économie pour prévenir l'inflation et le chômage excessif. Je ne leur reproche pas de se préoccuper de l'inflation, qui est la cause des taux d'intérêt élevés et de toutes sortes de problèmes graves. Cependant, il y a d'autres façons de la supprimer, notamment par un système de contrôle, ou encore en laissant flotter le dollar à la baisse, si besoin est, pour empêcher les taux d'intérêt d'augmenter.

Nous devons remédier immédiatement au problème du grand nombre de personnes qui ne peuvent trouver d'emploi. Dans ma localité, à Thunder Bay, le taux de chômage varie de 15 à 18 p. 100 depuis quatre ou cinq mois. Il est assez difficile d'interpréter les données parce que les échantillons sont très restreints, mais un grand nombre de personnes dans cette localité ne peuvent pas trouver de travail du tout. Il y a de l'espoir de voir le marché du logement reprendre, et 200 ou 300 appartements se construisent cette année. Toutefois, nous devons trouver un travail utile au grand nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail.